

Les oubliés du Kasai

Au début des années 90, Stanis Kanda (*), vient en Belgique, faire des études d'agronomie. Pas pour son potager. Ce prêtre entend, tout en exerçant son sacerdoce, venir en aide à ces dizaines de milliers de Congolais qui ont échappé au génocide entre 1992 et 1994, chassés de chez eux et déportés dans une région inhospitalière.

Expliquez-nous les raisons de votre exil...

Au début des années 90, des vagues de conférences nationales, nées des contestations contre les dictatures, secouent les pays d'Afrique centrale. En République démocratique du Congo, Mobutu, qui se sent en danger, tente de se débarrasser de son opposant principal, Tshisekedi, un Luba (une ethnie) de la province du Kasai. Il faut savoir que de nombreux Kasaiens avaient été amenés vers la province du Katanga, la plus riche, pour travailler dans les mines. Cela voici quelques générations. Or, en 1993, Étienne Tshisekedi est nommé Premier ministre.

Que se passe-t-il ?

Mobutu s'arrange avec le gouverneur de la province du Katanga, Gabriel Kyungu, pour monter la population contre les ressortissants du Kasai, avec comme accusation principale l'occupation des places et la prise des richesses du Katanga. Le gouverneur forme une milice. Des milliers de Kasaiens sont tués, leurs maisons brûlées. Les attaques se font de nuit, surtout dans les villes de Kolwezi et Likasi. Si vous ne partiez pas dans la minute, on vous tuait. J'ai fui, vers minuit, sans diplôme, sans valise, sans rien. J'ai tout perdu. Tous ceux qui le pouvaient se dirigeaient vers les gares, les endroits publics, les écoles.

Combien êtes-vous ?

À peu près 60.000, je crois. Les attaques se concentrent sur Kolwezi et Likasi parce que ce sont les villes de la Gécamines (ex-Union minière du Haut-Katanga) où, dès la fin du XIXe siècle, les colons belges déportèrent des dizaines de milliers de Nord-Katangaïs, de Kasaiens et d'autres Africains. Les Kasaiens étaient donc nombreux parmi les mineurs. Avec le temps, ils ont eu une vie plus confortable... Des écoles étaient construites pour leurs enfants. Leurs descendants (je fais partie de la 4e génération) étaient plus nantis que le reste de la population locale. Mobutu a profité de cette frustration. Il a trouvé des gens politiquement serviles pour les soulever. Ils nous appelaient les « bilulu », les cafards, ceux qui dérangent.

Que devenez-vous ?

Nous survivons, parqués dans les gares, sans rien, sans encadrement, attendant un train hypothétique qui nous ramènerait au Kasai. Nous vivons de la charité. Des communautés religieuses nous donnent à manger. Il y a eu tant de



La formation et l'information au cœur du nouveau village. Le père Kanda (en salopette bleue) insiste sur l'autonomie.



morts : j'ai perdu trois neveux.

Or, rien ne se passe ?

Six mois après, ceux qui pouvaient attraper un train sautaient dedans pour y mourir, ou rentraient chez eux. Ma famille et moi avons fait 1.500 km à pied pour rentrer au Kasai. Il fallait fuir les embuscades sur la route et les Katangaïs qui nous traquaient. Ceux qui ne pouvaient pas continuer étaient abandonnés. Ce fut le cas de ma nièce.

Notre cheminement devenait un cimetière. Nous sommes arrivés au Kasai après plusieurs mois. Mais, nous en étions partis depuis quatre générations, nous ne connaissions plus personne. Nous ne parlions plus la même langue. La province et le diocèse d'accueil étaient débordés par l'arrivée massive des réfugiés.

Vous étiez prêtre...

Arrivé au Kasai, j'ai refusé d'être intégré au diocèse de Mbuji-Mayi (le chef-lieu de la province du Kasai) pour devenir aumônier des réfugiés. Je ne voulais pas abandonner le peuple avec lequel je vivais. Ce fut un tournant dans ma vie.

L'opinion mondiale est alors ignorante de votre sort ?

Elle commence à s'y intéresser. Colette Braeckman, du Soir, écrit des articles sur les massacres et la déportation (en 1993). Le gouverneur de la province nous déplace

alors rapidement à une vingtaine de km de Mbuji-Mayi, dans une plaine qui s'appelle Cibombo. C'est une savane herbeuse, sans eau, sans maison, sans rien. Nous sommes alors à peu près 30.000. Mon apostolat consiste, dans un premier temps, à enterrer les morts, à faire le nutritionniste, à être assistant social. Les ONG (Unicef, Médecins Sans Frontières...) nous fournissent des abris de fortune, restent trois mois, puis disparaissent. Sans doute sous la pression politique. L'apreté des conditions de vie réduit encore la population à 14.500 personnes (au dernier recensement). Alors, naît chez moi le désir de me faire un agent de développement, parce que parler de Dieu, c'est parler d'un Dieu en marche avec un peuple. Le mien était un peuple de réfugiés. Nous nous sommes mis à faire chaque soir des réunions pour envisager notre autonomie.

C'est là que le départ vers la Belgique s'annonce...

J'écris à un prêtre gantois, un ami, Omer Verbeek, ancien missionnaire au Congo, qui connaissait la situation, pour lui dire que j'étais dépassé. Il me répond qu'il a 100.000 FB et qu'il ne peut résoudre les problèmes de plusieurs dizaines de milliers de personnes. En revanche, il propose que cet argent serve à la formation d'une personne qui se mettrait au service de la population. Alors, je suis parti. En Belgique, j'ai fait valoir mon statut de prêtre et suis devenu indépendant, sans plus rien lui demander. Je me suis inscrit à l'Institut supérieur Saint-Victor à Huy, pour une formation en techniques de gestion agricole (TGA) et ai demandé une insertion pastorale. Pendant mes études d'agronomie, je raconte mon histoire, celle de Cibombo. Une solidarité se manifeste et nous consti-

tuons l'antenne belge de soutien pour lancer IPAMEC (Initiatives du panier des ménagères de Cibombo).

Ses objectifs ?

D'abord nourrir la population. Il faut que les premiers besoins soient comblés pour ensuite penser à faire étudier les enfants, mettre en place d'autres choses... Devenu diplômé en agronomie, je savais quoi faire pour initier des projets locaux, avec la compétence scientifique et la connaissance du milieu.

Comment vous êtes-vous organisé ?

Au Congo, une antenne Ipamec est établie comme ONG autonome. Elle est en relation directe avec notre asbl en Belgique. Son but est de parrainer les initiatives locales retenues. Je soumetts les projets à l'antenne belge et je m'assure de la destination des fonds récoltés. Ma

famille, le comité m'informent. Et je m'appuie sur la rigueur européenne pour la gestion des fonds !

Comment récoltez-vous ces fonds ?

Par des activités, des soupers, la vente d'œufs, des concerts de chorales, des versements spontanés...

Les prochains projets ?

En 2011, créer une réserve d'eau de pluie (dans la région, il pleut huit mois sur douze !), la rendre potable et l'utiliser pour les jardins pilotes. Coût : 28.000 € (la rivière est à 10 km de Cibombo). Mais d'autres projets sont de taille familiale pour améliorer le revenu des ménages : basses-cours (380 €), potagers (40 €), pigeonniers (130 €), parrainage scolaire (40 €)... La population vient pour se former au jardinage, à l'élevage de lapins, de canards... Chaque don est bienvenu.

Comment se passe la vie aujourd'hui ?

Le camp s'est transformé en village. Il est devenu une référence. Des gens se déplacent pour y suivre des modules de formation : jardinage parcellaire, élevage, savonnerie, boulangerie... La vie reprend, pas par l'assistanat, mais grâce aux familles qui, de plus en plus, proposent des initiatives. Et nous sommes aidés : nous avons reçu des panneaux solaires d'Énergie assistance (Electrabel), des toilettes publiques grâce à l'asbl Lueur d'espoir (Dison). Ce sont des choses qui paraissent banales ici et qui, en Afrique, sont essentielles...

Est-il facile de gérer la vie de Cibombo depuis la Belgique ?

Je ne passe par aucun intermédiaire, ni le gouvernement ni le diocèse. Et je ne transmets jamais la totalité des fonds. Si nous construisons une maison, j'envoie d'abord ce qu'il faut pour les fondations, ensuite, le rez-de-chaussée... Je suis confiant.

Entretien :

Nadine LEJAER •

(*) Le père Stanis Kanda est licencié en Linguistique et Anthropologie africaines, en Philosophie et Théologie, Zootechnie et Agriculture tropicale au Congo. Il est aussi diplômé en agronomie...

Pour en savoir plus :

- «L'Enfer kasaien de Kolwezi. Autopsie d'une épuration ethnique», Jean-Claude Lulamba Kangomba, 2000, Actuel, Louvain-la-Neuve, mémoire.
- Pour aider le village de Cibombo : IPAMEC 088-2362899-71 IBAN : BE49 BIC : GKCCBEBB



Les habitants de Cibombo remercient chaleureusement leur frère qui s'est éloigné pour mieux les aider



L'alimentation en eau du village est essentielle. La rivière est éloignée de 10 km.